

## **L'Europe joue à la roulette russe avec les droits d'émission**

*Bruxelles, 2 mars 2017 – Le Conseil européen des Ministres de l'Environnement vient de voter une réforme des quotas d'émission. L'objectif initial du système visait à renforcer le prix du CO<sub>2</sub> tout en offrant une protection à l'industrie soumise à la concurrence avec d'autres régions ne disposant pas d'une législation comparable. La réforme proposée va finalement créer un marché du carbone très incertain et témoigne d'un engagement très limité pour le maintien de l'industrie européenne. L'industrie de la chimie et des sciences de la vie belge soutient une approche globale de la problématique climatique qui permettra de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> au niveau mondial et d'assurer le futur de l'industrie en Europe. essenscia appelle à une révision du système proposé pour miser sur une stratégie gagnante pour le climat et l'industrie plutôt que pour une protection insuffisante dans un marché incertain.*

Le système d'échange de quotas d'émission (ETS) est l'instrument qui doit permettre à l'industrie européenne de contribuer à la diminution de 40% des émissions de CO<sub>2</sub> à l'horizon 2030. En permettant d'une part d'échanger les quotas de CO<sub>2</sub> dans un marché de plus en plus restreint et d'autre part, en offrant une protection à l'industrie soumise à la concurrence internationale, le système d'échange de quotas d'émission devrait générer une situation de win-win pour l'industrie et le climat.

Malheureusement, la proposition actuelle du Conseil européen des Ministres de l'Environnement mènera d'une part à une diminution structurelle de la protection de l'industrie, et d'autre part, à d'importantes incertitudes sur le marché du carbone dues à la suppression récurrente de milliards de droits d'émission dans le système sans offrir de vue claire quant aux effets sur le prix et la liquidité du marché. Cette nouvelle approche démontre à nouveau que le système d'échange n'est plus basé sur l'offre et la demande mais est utilisé comme une nouvelle source de taxation par les autorités, en tenant peu compte de l'impact sur la valeur ajoutée et l'emploi si l'industrie manufacturière décidait de délaisser l'Europe. La politique climatique européenne s'éloigne ainsi de plus en plus de l'objectif initial de l'ETS qui visait à réduire les émissions de manière efficiente

essenscia déplore que des ministres belges aient marqué leur soutien à la proposition du Conseil qui n'offre pas une protection suffisante pour la croissance de l'industrie en Europe et augmente systématiquement la taxation des entreprises.

*« Les produits innovants de l'industrie chimique belge contribuent à résoudre le problème climatique. Nos responsables politiques devraient apprécier à sa juste valeur la présence de cette industrie et opter pour une stratégie gagnante alliant politique climatique et politique industrielle afin que la Belgique puisse continuer à bénéficier de la force d'innovation du cluster chimique et de l'emploi qu'il génère. », conclut **Els Brouwers**, responsable du département Energie, Climat et Economie chez essenscia.*

essenscia engage les dirigeants européens à s'aligner sur la position du parlement européen qui avait fait l'objet d'une importante réflexion et avait rallié la majorité des parties prenantes.

### Plus d'info:

Corine Petry, head of communication, essenscia, tel. 02 238 99 12, GSM 0474 499 306, [cpetry@essenscia.be](mailto:cpetry@essenscia.be)

Gert Verreth, communication advisor, tel. 02 238 97 86, GSM 0477 464 227, [gverreth@essenscia.be](mailto:gverreth@essenscia.be)

**Tous nos communiqués de presse sont disponibles sur [www.essenscia.be](http://www.essenscia.be). Pour recevoir automatiquement nos communiqués de presse, vous pouvez vous inscrire sur notre site (sous «presse»).**

essenscia représente 800 entreprises dans l'industrie chimique, des plastiques et des sciences de la vie (pharmacie et biotechnologie) en Belgique.